

# Opinion

## Paris et les commanditaires du génocide

Michel Muller

L'Humanité, 25 juin 1994, page 7

Les autorités françaises, pour faire entériner leur intervention au Rwanda par l'opinion publique, affirment n'avoir aucune ambition cachée et ne pas prendre partie. Dans le même temps, elles déclarent leur soutien aux accords d'Arusha conclus entre Rwandais en août 1993 et préconisant une transition démocratique.

Ce qui s'est passé au Rwanda est un génocide. Il ne s'agit pas comme ailleurs sur le continent, de combats, même sanglants et meurtriers, entre factions pour accéder ou conserver le pouvoir. Ce n'est pas non plus une guerre fratricide entre deux communautés. Les organisateurs des massacres sont connus. Leur plans étaient publics depuis des mois. Les responsables de l'épouvantable carnage sont des hommes du régime de Habyarimana, sa garde présidentielle et son armée, équipées, entraînées par des militaires français.

Pourquoi les autorités françaises

ne condamnent-elles pas nettement les criminels? Pourquoi ne rompent-elles pas tout lien avec eux? Pourquoi n'ont-elles pas clairement affirmé qu'il n'est pas question que les responsables de la boucherie soient partie prenante de toute négociation inter-rwandaise ultérieure?.

Le corps expéditionnaire français s'installe dans la zone encore sous contrôle des assassins, prend contact avec ceux qui ont organisé la chasse aux tutsis et aux opposants hutus dans leurs villages. N'est-ce pas là déjà conforter ce qui reste du régime assassin?.

Que se passera-t-il lorsque les forces du Front patriotique rwandais, poursuivant leur progression, arriveront dans les zones sous contrôle des troupes françaises? De quel côté se situeront ces dernières lorsque les combats se dérouleront sur leur « terrain »?.

Michel Muller